

Keller-Sutter entame son marathon budgétaire

CONFÉDÉRATION Les finances fédérales passent sous le scalpel des élus et pour la ministre des Finances, la PLR Karin Keller-Sutter, c'est le début d'un long bras de fer avec le parlement

FANNY SCUDERI, BERNE

«Le budget fédéral 2026 représente une courte éclaircie avant une zone de basse pression dans les années à venir»: le conseiller aux Etats Jakob Stark a fait appel à la météo pour démontrer les enjeux entourant le budget 2026, sur lequel plane l'ombre du plan d'allègement budgétaire (PAB27). Le Conseil fédéral veut économiser 2,4 milliards en 2027 et 3 milliards de francs en 2028 et 2029. Face à ces perspectives négatives, le budget 2026 faisait office «d'œil du cyclone», une zone de calme avant les turbulences.

Mais mardi, le Conseil des Etats se séparait en deux camps. D'une part, les partisans de la distinction nette entre le débat du jour sur le budget et celui, à venir, sur le plan d'allègement budgétaire 2027. Le Neuchâtelois Baptiste Hurni (PS) a appelé ses collègues à «ne pas anticiper les économies.» Dans l'équipe adverse se trouvaient ceux qui comptaient puiser dans le budget une marge de manœuvre: «Si nous économisons aujourd'hui quelques millions, nous pourrons aborder beaucoup plus facilement la discussion sur le plan d'économies», a plaidé Beat Rieder (LC/VS).

Coupe repoussée contre la coopération internationale

Le Conseil des Etats s'est sensiblement éloigné de celui soumis par le Conseil fédéral. «J'aurais préféré que les sénateurs refusent toutes les demandes d'augmentation émanant de la gauche comme de la droite», commente le centriste haut-valaisan. Car le défi sera de convaincre le peuple d'accepter le plan d'allègement budgétaire, en cas de référendum: «Comment expliquer qu'on épargne 3 milliards de francs mais que l'on augmente certains domaines?» Dans son viseur, «la hausse de plus de 60 postes à Fedpol» ou encore le budget dédié à l'aide au développement. Une minorité a bien tenté de couper à hauteur de 190 millions de francs dans la coopération internationale, mais la tentative a été repoussée. Le secteur a déjà essuyé une

réduction de 100 millions de francs l'année passée.

Quant à l'armée, elle aura à disposition 70 millions de francs supplémentaires, portant à 2,78 milliards le budget total consacré à la défense pour 2026. La proposition de Andrea Gmür-Schönenberger (LC/LU) a été jugée trop extrême: elle voulait porter son enveloppe à un peu plus de 3 milliards de francs. «La gourmandise est un péché», commente Pascal Broulis (PLR/VD). Affecter sans vision ce montant alors que des dépenses doivent être clarifiées au sein de la défense aurait été une erreur.» Il fait référence aux surcoûts des avions de combat F-35 et des drones israéliens.

Les batailles de la grande argentière

Après des mois chahutés en raison de la crise douanière avec les Etats-Unis, la présidente de la Confédération, Karin Keller-Sutter, entame durant cette session parlementaire sa dernière bataille de l'année avec les débats sur le budget et sur le programme d'économie. Un épais classeur posé sur son pupitre, elle a souligné que le frein à l'endettement était respecté uniquement car les 600 millions de francs d'aide aux réfugiés ukrainiens figuraient dans le budget extraordinaire. Le financement de la 13e rente AVS et la croissance du budget de l'armée demandent «une repriorisation».

La dernière projection 2025 prévoit un excédent structurel de 0,9 milliard. «Avec les recettes supplémentaires de Genève, il devrait

dépasser le milliard. Mais l'ensemble du budget 2025 se terminera vraisemblablement avec un déficit d'environ 200 millions. Rien ne change, à l'heure actuelle, au fait qu'à partir de 2027, nous aurons un important besoin d'assainissement structurel, et que PAB27 reste nécessaire», a souligné Karin Keller-Sutter, ministre des Finances.

Pour les socialistes, «les comptes vont bien»

Baptiste Hurni ne l'entend pas de cette oreille: «Les comptes vont bien. La Suisse ne connaît pas de déficit structurel. Je ne nie pas qu'il y a une dynamique de charges liées à la 13e rente AVS et à l'armée. Mais nous n'avons pas besoin d'un programme d'économie de cette ampleur.» Sa voix est minoritaire au parlement. Il juge les coupes entamées dans le personnel de l'administration «en particulier inquiétantes. Il y a une volonté politique non assumée de tailler dans l'Etat.» Il fait référence à la suppression des mesures en faveur du personnel, de l'ordre de 30 millions de francs, et au refus d'une indexation.

Le débat se poursuivra jeudi au Conseil national. Plusieurs divergences pourraient survenir, comme le futur des trains de nuit entre Bâle et Malmö, dont la subvention de 10 millions de francs a été biffée par le Conseil des Etats. Le programme d'économies est lui au menu de la Chambre des cantons le 17 décembre. Karin Keller-Sutter risque d'essuyer des feux croisés tirés de la gauche et de la droite. ■

LOBBYING

La transparence est bénéfique

La transparence est bénéfique pour les politiciennes et politiciens: une nouvelle étude des universités de Bâle, Genève et Vienne montre que les membres du parlement gagnent en crédibilité lorsqu'ils rendent publics leurs revenus annexes liés au lobbying, même si ces derniers sont très élevés. Plus de 14 000 personnes issues de sept pays européens ont participé à l'expérience. Lors de celle-ci, les chercheurs ont présenté aux participants des tweets fictifs de parlementaires imaginaires: certains ont divulgué leurs revenus annexes issus de leurs liens d'intérêts, tandis que d'autres ont refusé la transparence en invoquant la protection de la vie privée. Les résultats, publiés dans la revue spécialisée *European Journal of Political Research*, sont très clairs: les politiciennes et politiciens qui ont divulgué leurs revenus annexes ont obtenu des scores nettement plus élevés en termes de crédibilité et d'éligibilité. ■ ATS